

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Aussenwirtschaftspolitik, Klimapolitik
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Studien / Statistiken
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Barras, François
Berclaz, Philippe
Bernath, Magdalena
Burgos, Elie
Bühlmann, Marc
Caretti, Brigitte
Clivaz, Romain
Eperon, Lionel
Flückiger, Bernadette
Freymond, Nicolas
Gerber, Jean-Frédéric
Gerber, Marlène
Huguenet, François
Käppeli, Anita
Mosimann, Andrea
Pasquier, Emilia
Porcellana, Diane
Reymond, François-L.
Rinderknecht, Matthias
Schnyder, Sébastien

Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Burgos, Elie; Bühlmann, Marc; Caretti, Brigitte; Clivaz, Romain; Eperon, Lionel; Flückiger, Bernadette; Freymond, Nicolas; Gerber, Jean-Frédéric; Gerber, Marlène; Huguenet, François; Käppeli, Anita; Mosimann, Andrea; Pasquier, Emilia; Porcellana, Diane; Reymond, François-L.; Rinderknecht, Matthias; Schnyder, Sébastien 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Aussenwirtschaftspolitik, Klimapolitik, Studien / Statistiken, 1968 – 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Politische Grundfragen	1
Stimmung in der Bevölkerung	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1
Aussenwirtschaftspolitik	2
Infrastruktur und Lebensraum	11
Verkehr und Kommunikation	11
Verkehrspolitik	11
Post und Telekommunikation	11
Umweltschutz	12
Allgemeiner Umweltschutz	12
Klimapolitik	13

Abkürzungsverzeichnis

BUWAL	Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
BAFU	Bundesamt für Umwelt
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
BFE	Bundesamt für Energie
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
ARE	Bundesamt für Raumentwicklung
EU	Europäische Union
EVD	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
EKL	Eidgenössische Kommission für Lufthygiene
BIP	Bruttoinlandsprodukt
EMPA	Eidgenössische Materialprüfungs- und Forschungsanstalt
Agroscope	Kompetenzzentrum des Bundes für landwirtschaftliche Forschung
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement
EWG	Europäische Wirtschaftsgemeinschaft
OPEC	Organisation erdölexportierender Länder
SIF	Staatssekretariat für internationale Finanzfragen
UdSSR	Sowjetunion
IP-Suisse	Schweizerische Vereinigung integriert produzierender Bauern und Bäuerinnen
LRV	Luftreinhalte-Verordnung

OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
ONU	Organisation des Nations unies
AELE	Association européenne de libre-échange
OFEV	Office fédéral de l'environnement
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
EPF	École polytechnique fédérale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFEN	Office fédéral de l'énergie
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
ARE	Office fédéral du développement territorial
UE	Union européenne
DFE	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
CFHA	Commission fédérale de l'hygiène de l'air
PIB	Produit intérieur brut
EMPA	Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche
Agroscope	Centre de compétence de la Confédération suisse pour la recherche agricole
DPF	Département politique fédéral
CEE	Communauté économique européenne
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
SFI	Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
IP-Suisse	Association suisse des paysannes et paysans pratiquant la production intégrée
OPair	Ordonnance sur la protection de l'air

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Stimmung in der Bevölkerung

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2010
MARC BÜHLMANN

Das vom Finanzunternehmen Aduno Gruppe finanzierte und von der GfS-Zürich durchgeführte **Angstbarometer** zeigt, dass sich die Schweizer Bevölkerung insbesondere vor der Klimaveränderung, vor dem Egoismus der Menschen und vor Kriminalität fürchtet. Auffallend sind laut der Studie die zurückgehenden Ängste hinsichtlich Überfremdung, Kriminalität und Sittenzerfall.

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2013
MARC BÜHLMANN

Das **Angstbarometer**, eine jährlich bei rund 1000 Personen von gfs.zürich durchgeführte Befragung, zeigte eine deutliche Abnahme der gefühlten Bedrohung. Sowohl ein aggregierter Index als auch die verschiedenen abgefragten konkreten Bedrohungen verzeichneten einen Rückgang. Dieser wurde von den Verfassern der Analyse mit einer im Vergleich zu den bewegenden Vorjahren mit der Umweltkatastrophe in Fukushima, der Wirtschaftskrise 2011 sowie der intensiven Diskussion um die Zuwanderung aus der EU im Jahr 2012 relativen Ereignisarmut im Jahr 2013 erklärt. Ein deutliche Abnahme zeigte sich insbesondere bei der sozio-ökonomischen Bedrohung: Die noch 2011 das Angstempfinden prägende Schuldenkrise stellte in den Augen der Befragten im Berichtsjahr kaum mehr eine Bedrohung dar. Auch die Angst vor Umweltverschmutzung nahm ab, wurde aber nach wie vor als stärkste Bedrohung wahrgenommen – insbesondere in Form von Luftverschmutzung und Klimaveränderung.¹

Aussenpolitik

Beziehungen zu internationalen Organisationen

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1968
FRANÇOIS-L. REYMOND

La question de l'**adhésion aux Nations Unies** a fait l'objet d'une étude que le Conseil fédéral a demandée au professeur P. Guggenheim, dont on ne connaît pas encore les conclusions. Le Conseil fédéral, tout en préconisant l'urgence de l'étude, n'a pas fait connaître ses intentions quant au fond; M. Spühler n'a pas caché pour sa part qu'il fallait s'approcher de l'ONU, à petits pas, pour pallier le déclin du bilatéralisme, et M. H. Langenbacher, du DPF, a déclaré que l'adhésion à l'ONU permettrait à la Suisse de participer aux négociations politiques multilatérales, d'augmenter le poids moral de ses bons offices, de renforcer la position de Genève. Le Parti socialiste suisse a voté une résolution favorable à l'adhésion, et l'Union européenne a lancé une pétition dans le même but, cherchant à réunir plus de 100'000 signatures. Ces initiatives contrastent avec la retenue manifestée par le Congrès du Parti radical, ainsi que par certains orateurs lors du débat sur les «grandes lignes». Un problème particulièrement aigu s'est posé au sujet des travaux de codification du droit international qui, traditionnellement, étaient conduits dans des conférences ad hoc où la Suisse avait accès; cela a été encore le cas pour le droit des traités. Mais, la préparation d'une Convention sur le statut des missions diplomatiques spéciales, objet auquel la Suisse accorde beaucoup d'intérêt, a été confiée à la Sixième commission de l'assemblée générale. La Suisse a pu obtenir de participer à ces travaux, sans droit de vote, de façon exceptionnelle, l'URSS tenant en particulier à faire valoir que ce privilège ne devait pas constituer un précédent en faveur d'autres Etats non-membres. La Suisse a en outre accordé une nouvelle contribution de USD 200'000 à l'action des Nations Unies à Chypre; elle a prolongé d'un an la mise à disposition d'un avion pour le corps des observateurs du cessez-le-feu au Moyen-Orient. Dans l'affaire de Rhodésie, mise en demeure par la résolution du Conseil de sécurité du 25 mai 1968 et par une lettre d'U Thant du septième juin d'appliquer des sanctions renforcées, elle a répondu qu'elle ne pouvait, pour des raisons de principe, se soumettre aux sanctions obligatoires de l'ONU; elle a pris des mesures autonomes, sans reconnaître une obligation de droit, en prorogeant celles décidées en 1965 et 1967 et en refusant la garantie aux risques d'exportation pour les marchandises suisses soumises à l'embargo. Pour renforcer la position de Genève comme siège d'institutions internationales, des pourparlers ont eu lieu entre la Confédération et les autorités locales, en vue d'accroître l'aide du pouvoir central.

Les efforts de désarmement ont connu de nouveaux développements en 1968, par la signature, le premier juillet, du **Traité de non-prolifération des armes atomiques**. Un nouveau projet de traité avait été soumis à la Conférence de Genève par l'URSS et les USA au début de l'année, projet qui tenait compte déjà d'un certain nombre d'objections.

Par un nouvel aide-mémoire, le Conseil fédéral fit connaître son opinion à ce sujet aux membres de la Conférence: la Suisse n'était pas satisfaite des nouvelles modalités, trop vagues, concernant le contrôle de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ni de l'absence de contre-parties réelles, ni des clauses concernant la durée du traité, pourtant déjà assouplies, ni de l'absence aussi de clauses d'arbitrage; elle signerait pourtant le traité si la majorité des Etats capables de produire des armes nucléaires en faisait de même.

Après l'ouverture du traité à la signature, le Conseil fédéral préféra attendre les réactions des Etats dont la situation était analogue à celle de la Suisse, ce qui fut jugé raisonnable par la majorité des organes de presse, mais critiqué par ceux qui estimaient que la Suisse devait donner l'exemple.

L'opposition au traité, émanant essentiellement de milieux militaires, continuait à se manifester, proposant une déclaration unilatérale de renonciation aux armes atomiques, plus facile à retirer si la situation changeait.

L'agression du 21 août contre la Tchécoslovaquie eut pour premier effet de renvoyer la discussion et la décision à plus tard, les autorités et l'opinion estimant que l'une des grandes puissances promotrices du traité ne donnait plus de garanties de bonne foi suffisantes.

La Suisse participa, en septembre, à la Conférence des Etats non nucléaires, à Genève, conférence dite des «Habenichtse» en raison du caractère essentiellement discriminatoire du traité. Sa position a consisté à faire valoir les intérêts des petits Etats face aux super-puissances; elle a demandé qu'on remette les boeufs devant la charrue et que les grandes puissances prennent des engagements prohibant l'usage de l'arme atomique ou sa menace envers les non-nucléaires; elle a insisté aussi pour obtenir des compensations dans le domaine économique, sous forme d'accès aux techniques les plus développées de l'utilisation pacifique de l'atome, sous forme d'accès aux combustibles enrichis aussi; elle a tenté de faire préciser les modalités du contrôle.

Peu de résultats concrets sont sortis de cette conférence dans l'immédiat, malgré le front constitué par les non-nucléaires contre les grandes puissances, à cause du silence de ces dernières.

Parmi les **traités multilatéraux** auxquels la Suisse a souscrit, signalons plus particulièrement la signature de la convention sur le sauvetage des astronautes, leur retour et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi que le message du Conseil fédéral concernant la ratification de la convention internationale créant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (MCF 10093), dont le siège est à Genève.²

Aussenwirtschaftspolitik

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1981
JEAN-FRÉDÉRIC GERBER

A l'exception du Japon, la **situation économique des pays membres de l'OCDE** a été caractérisée en 1981 par la persistance d'une croissance faible, un chômage élevé, de fortes pressions inflationnistes et un ralentissement des échanges. Bien que les effets du second choc pétrolier de 1979/80 se soient peu à peu estompés au cours de l'année, la conjoncture internationale a continué de stagner en raison de politiques monétaires et budgétaires restrictives menées par un grand nombre de pays industrialisés pour endiguer l'inflation, demeurée à un niveau jugé inacceptable par la majorité d'entre eux. Les taux d'intérêts pratiqués par les Etats-Unis pour assainir leur économie et la hausse du dollar qui en a résulté ont eu une incidence notoire sur l'orientation restrictive de la politique économique adoptée en particulier par ses alliés européens, même si certains d'entre eux, comme la France, ont voué une attention égale à la lutte contre l'inflation et à la sécurité de l'emploi. Le redressement de la conjoncture mondiale, promis pour le second semestre de 1981, a une nouvelle fois été différé. Ni les USA ni les pays européens n'ont en effet réussi à maîtriser leur inflation. Voir également les craintes exprimées par les gouvernements européens à propos de la politique anti-inflationniste du Trésor américain à l'occasion de la conférence monétaire internationale à Lausanne et lors de la rencontre des ministres de l'OCDE.

Dans ce contexte de récession, le **volume du commerce extérieur** de la Suisse s'est

bien maintenu. Tant les carnets que les entrées de commandes se sont hissés dans la plupart des secteurs au-dessus du niveau atteint en 1980. Il est vrai que notre économie exportatrice a bénéficié de la dépréciation marquée du franc entre 1979 et le milieu de 1981 ainsi que des efforts consentis ces dernières années pour rationaliser et moderniser notre appareil de production. A la suite du raffermissement progressif de notre monnaie depuis juin, des signes de fléchissement ont été enregistrés au terme de l'année dans la croissance de nos exportations. Néanmoins, la balance des revenus, déficitaire en 1980, a présenté à nouveau un solde actif en 1981. L'excédent des transactions courantes a été évalué à quelque CHF quatre milliards. Ce résultat positif provient avant tout d'un déficit moins élevé de la balance commerciale, en partie grâce à un recul des importations de l'ordre de 4.8 pourcent en termes réels, ainsi que d'une amélioration plus substantielle de celle des revenus de capitaux.

En dépit de la stagnation économique qui s'est prolongée à l'étranger, le **volume de nos exportations** s'est accru en moyenne de 3.2 pourcent par rapport à l'année précédente. Cependant, en valeur réelle, la progression n'a été que de 1.3 pourcent. Après une phase de ralentissement observée à partir de l'été 1980, une reprise graduelle s'est dessinée dès le premier trimestre 1981, et ce jusqu'au troisième, au cours duquel les livraisons à l'étranger ont dépassé d'environ cinq pour cent le niveau correspondant de 1980. Pour leur part, les prix à l'exportation, en hausse au début de l'année, se sont par la suite stabilisés, progressant en moyenne de 5.8 pourcent. Ce sont les ventes à l'étranger de l'industrie chimique et de l'horlogerie qui, en valeur nominale, ont le plus augmenté, tandis que les exportations de métaux et d'ouvrages métalliques ont stagné. La répartition régionale reflète pour l'essentiel les développements de la conjoncture et du taux de change. Ainsi nos exportations se sont accrues avant tout dans la zone du dollar, en particulier avec le continent nord-américain et les pays de l'OPEP. Alors que les livraisons aux pays en développement (PVD) non producteurs de pétrole se sont bien maintenues, en revanche, celles en direction de la Communauté européenne (CEE), à l'exception de la France et de l'Italie, ont été nettement moins dynamiques. En ce qui concerne les importations, elles ont reculé de deux pour cent en volume. Cette diminution traduit évidemment l'affaiblissement de la conjoncture helvétique durant la majeure partie de l'année. Les entreprises ont eu tendance à réduire leurs achats, en recourant davantage à leurs stocks. Quant aux prix à l'importation, ils ont légèrement baissé dès l'appréciation du franc suisse, non sans avoir subi une hausse importante de 8.9 pour cent en début d'année. Ainsi, la balance du commerce extérieur de la Suisse, caractérisée en 1980 par un excédent de dépenses de CHF 10.4 milliards, a vu son déficit diminuer de 30 pourcent environ en 1981, pour s'établir à 7.3 milliards.³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1990
BRIGITTE CARETTI

Durant l'année 1990, **la conjoncture a commencé à fléchir dans les pays industrialisés mais de façon disparate**. Alors que le Japon et l'Allemagne fédérale ont connu une situation favorable, la Grande-Bretagne et le continent nord-américain ont expérimenté un contexte plus inconfortable. Pour la première fois depuis 1986, le taux de croissance du produit intérieur brut des pays de l'OCDE est demeuré inférieur à 3%. Bien que la croissance du volume d'échange mondial ait légèrement ralenti, elle s'est néanmoins élevée à près de 6%.

La politique monétaire plus restrictive, menée par la Banque nationale depuis 1989, a fait sentir ses premiers effets en Suisse, plus particulièrement par une forte poussée des taux d'intérêt et une revalorisation du franc. Ainsi, on assista à une recrudescence des indices signalant un ralentissement de la conjoncture, plus spécifiquement dans les secteurs de la construction et de l'exportation. Alors que la croissance réelle du PIB était encore de 3% durant les neuf premiers mois, elle s'affaiblit durant le dernier trimestre pour s'établir finalement à 2,6%.⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1990
BRIGITTE CARETTI

Après les dix premiers mois de l'année, **les exportations** ont progressé de 5,5% par rapport à 1989 (12% en 1989 par rapport à 1988) et se sont élevées à 80'874 millions de francs, alors que les importations ont crû de 1,9% (14,2%) et se chiffrent à 89'844 millions de francs.

Ces résultats, conjugués à une amélioration des termes de l'échange due à la hausse du franc suisse, ont induit un déficit de **la balance commerciale** en réduction par rapport à 1989 (8,6 milliards de francs contre 11,5 milliards). Cette amélioration a permis à l'excédent de la balance des revenus de croître de plus de 1,8 milliards de francs (de

12,2 milliards en 1989 à plus de 14 milliards en 1990).⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1990
BRIGITTE CARETTI

Sectoriellement, les **exportations helvétiques** connurent une évolution très différenciée. La croissance nominale la plus forte fut enregistrée par l'horlogerie (+12,2%), suivie par le secteur des instruments de précision (+8,7%). Les principales autres branches de l'économie suisse virent la croissance nominale de leurs ventes à l'étranger varier entre 2% (métaux) et 5% (machines, appareils, électronique).

La répartition géographique des exportations suisses refléta les disparités économiques enregistrées durant l'année. Ainsi, elles augmentèrent de 6,7% en direction des pays de l'OCDE (80% des exportations totales). Dans ce cadre, elles eurent une dynamique au-dessus de la moyenne à destination des pays de la Communauté européenne (+8,2%, 58,3% des ventes totales à l'étranger), plus particulièrement vers l'Allemagne qui, par l'achat de 23,3% de nos exportations (+12,7*10) et la fourniture de 35,9% de nos importations (+2,1%), demeura le principal partenaire commercial de la Suisse. Une tendance à la hausse fut aussi enregistrée à destination des pays latins de la Communauté (Italie: +10%; Portugal: +9,3%; Espagne: +9%) alors qu'un mouvement inverse s'esquissa en direction de la Grande-Bretagne (-4%).

Dans le contexte de l'AELE (7,1% des exportations totales, +5,1%), les ventes suisses furent majoritairement adressées à l'Autriche (+9,8%). A destination des pays de l'OCDE non européens, elles progressèrent particulièrement vers le Japon (+14,9%) mais déclinèrent vers les Etats-Unis (-4,2%), le Canada (-2,6%) et l'Australie (-1,4%).

Si, globalement, les exportations helvétiques en direction des pays en développement producteurs et non producteurs de pétrole augmentèrent dans une proportion similaire (+4,9%), elles connurent des fortunes diverses à destination de l'Iran (+61,3%), du Brésil (-20,8%), de l'Algérie (-12,1%) et du Nigéria (-6,9%). Elles régressèrent à destination des pays à économie planifiée (-13,6%), principalement vers ceux d'Asie (-34,3%). Elles crûrent par contre en direction de l'Union soviétique (+7,2%).⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1990
BRIGITTE CARETTI

En valeur nominale, les augmentations les plus notables furent enregistrées dans le secteur des agents énergétiques (+17,3%), alors qu'elles déclinèrent dans ceux de la chimie (-0,9%) et de la métallurgie (-3,3%).

Le principal fournisseur de la Suisse demeure la zone OCDE (92,5% des importations totales, +1,9% par rapport à 1989) et, plus particulièrement, la Communauté européenne (74,1% des importations, +2,8%). Dans ce cadre, les achats helvétiques s'accrurent en provenance du Portugal (+11,6%), de l'Espagne (+7,4%) et des Pays-Bas (+6,7%) mais chutèrent avec la Grande-Bretagne (-4,6%). Les acquisitions suisses venant de l'AELE stagnèrent (+0,9%), la décroissance observée par rapport à la Suède (-3,1%) et la Norvège (-5,3%) étant équilibrée par la croissance des biens obtenus en Autriche (+4,5%) et en Finlande (+4,7%). Les achats de la Suisse diminuèrent globalement en provenance de la zone non européenne de l'OCDE (-3,6%) mais plus notablement avec le Canada (-23%) et l'Australie (-15,8%).

La situation des échanges avec les pays non membres de l'OCDE fut très différenciée puisque, si les **importations helvétiques** progressèrent globalement (+1,8%), elles crûrent avec les pays producteurs de pétrole (+82,4%) – plus particulièrement avec l'Algérie (+176,4%) et l'Arabie saoudite (+102,8%) – mais déclinèrent avec les Etats non producteurs d'or noir (-3,6%), plus notablement avec Israël (-8,8%) et Hong-Kong (-7,5%). Elles chutèrent aussi en provenance des pays à économie planifiée (-10,2%).⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1997
LIONEL EPERON

L'**analyse Vox** sur les résultats de ce scrutin a permis de montrer que l'orientation idéologique des votants ainsi que leurs préférences partisanes ont eu une incidence significative sur le comportement de vote. Ainsi, les personnes situées à gauche de l'échiquier politique ont soutenu dans une large mesure l'initiative alors que celles se déclarant du centre ou de la droite l'ont très clairement repoussée. Il est toutefois à signaler qu'une majorité de sympathisants du PS a rejeté l'initiative. Si aucune différence de vote n'a réellement pu être mise en évidence selon le statut professionnel, la catégorie sociale, l'âge, le sexe ou la formation des votants, l'interdiction d'exporter du matériel de guerre a en revanche été moins fortement

repoussée en Suisse romande et en ville qu'en Suisse alémanique et à la campagne. Concernant les motifs invoqués par les votants à l'appui de leur décision, il apparaît très clairement que ce sont les craintes de voir disparaître de nombreuses places de travail en Suisse qui ont incité les détracteurs de cette initiative à la balayer, alors que du côté des partisans, plus de la moitié des raisons avancées a fait référence à des valeurs pacifistes ou éthiques.⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.06.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Une étude du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) a démontré que la **conclusion d'accords de libre-échange avec des états non-européens** n'était pas une alternative sérieuse à l'intégration de la Suisse dans l'Europe et notamment l'UE. Selon cette étude, l'importance économique de tels accords ne doit pas être surestimée et les principaux partenaires commerciaux de la Suisse continueront d'être ses voisins du vieux continent. Une adhésion à l'ALENA (Amérique du Nord et Mexique) ou un accord de libre-échange avec les Etats-Unis n'aurait que des effets marginaux.⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 14.07.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Selon un rapport du World Economic Forum, la Suisse a gagné deux rangs au classement des **pays les plus compétitifs** au monde. Elle pointe en 1999 à la sixième place, derrière Singapour, les Etats-Unis, HongKong, Taiwan et le Canada et devant le Luxembourg, le Royaume-Uni, les Pays-bas et l'Irlande.¹⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.07.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Les **achats transfrontaliers d'aliments** ont continué d'augmenter en 1998 pour atteindre un nouveau record estimé à 1,6 milliard de francs. En 1989, ils n'étaient que de 600 millions. Les Helvètes ont surtout acheté de l'alcool (445 millions), de la viande (415 millions), des produits laitiers et fromagers (300 millions) ainsi que du beurre et de l'huile de table (150 millions).¹¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.2000
FRANÇOIS BARRAS

Dans le sillage d'une conjoncture internationale à la croissance extrêmement vigoureuse (4% dans la zone OCDE), **l'économie suisse a atteint un taux de croissance de 3,3%**, le plus élevé depuis une décennie. Le PIB a lui aussi indiqué une croissance de 3,3%. Les exportations ont enregistré une augmentation de 11,9% (valeur nominale) par rapport à 1999, pour **une somme totale de 104'494 millions de francs**. En tête, la chimie et les appareils électriques ont à eux-deux représenté 58,2% des exportations. Les principaux pays industrialisés européens clients de la Suisse ont été l'Allemagne (22,3% du volume total des exportations), la France (9%) et l'Italie (7,6%). Les pays de l'UE ont abrité 60,7% des exportations helvétiques, les pays industrialisés non européens 17,3% (dont 11,7% pour les Etats-Unis et 3,7% pour le Japon).¹²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2000
FRANÇOIS BARRAS

La somme totale des importations suisses a représenté un montant de 105'844 millions de francs, pour une augmentation de 14% (valeur nominale) par rapport à 1999. L'UE a fourni 77,4% des produits importés (31,4% de l'Allemagne, 10,6% de la France, 10,1% de l'Italie), les Etats-Unis ont représenté 6,9% des importations et le Japon 3%. Produits en tête des importations: chimie et appareils électriques. La balance commerciale a enregistré un déficit de 1350 millions de francs pour l'année sous revue.¹³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.2001
FRANÇOIS BARRAS

Malgré un premier semestre de forte vitalité économique, la Suisse a marqué le coup de la conjoncture internationale dès le milieu de l'année sous revue. Victime du fort ralentissement de l'économie et du commerce mondiaux, les **exportations** ont perdu de l'élan. Le taux de croissance du PNB, de 3,3% en 2000, est descendu à 1,6%. Les exportations n'ont enregistré qu'une augmentation de 6,2% (valeur nominale), contre 11,2% l'année précédente. Elles ont représenté une somme totale de 110 969,9 millions de francs. Principaux secteurs concernés: la chimie et les appareils électroniques (58,2% des exportations pour ces deux activités). L'Allemagne (22,4%), la France (9,1%) et l'Italie (7,9%) ont été les trois principaux clients européens (la zone UE représente 61% des exportations suisses), alors que les Etats-Unis (10,9%) furent le plus important client non européen.¹⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2001
FRANÇOIS BARRAS

La somme totale des **importations** suisses a représenté un montant de 110'488,7 millions de francs, soit une augmentation de 4,2% (valeur nominale) par rapport à l'année précédente. Appareillage électronique et chimie (en tout, 42,7%) ont constitué les principales importations, achetées principalement à l'UE (79,8% du total des importations). Parmi les pays européens, l'Allemagne (32,1%), la France (10,9%) et l'Italie (10,2%) se retrouvent en tête. Les Etats-Unis ont représenté 5,4% des importations totales.¹⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2002
ROMAIN CLIVAZ

La ralentissement conjoncturel mondial s'est fait ressentir en Suisse également. La force du franc y a aussi contribué. Ce sont plus particulièrement l'industrie des biens d'investissement, les services financiers et le tourisme qui en ont souffert. Les **exportations** ont baissé de 1,4% pour se fixer à 109'414 millions de francs. La chimie (35,3% des exportations), la production de machines et d'appareils électroniques (24%) ainsi que l'horlogerie (7,8%) ont été les principaux exportateurs. Les **importations** ont suivi le même mouvement (-6,1%) pour se fixer à 103'891 millions de francs. La chimie (22,9% des importations), les machines et appareils électroniques (20,7%) ainsi que les véhicules (10,5%) sont les branches les plus importantes. Les principaux clients européens sont restés l'Allemagne (20,9%), la France (9,3%) et l'Italie (8,2%), l'UE représentant au total 60,2%. Les Etats-Unis sont restés les principaux acheteurs non-européen (10,9%). Concernant les importations, les principaux fournisseurs européens ont à nouveau été l'Allemagne (32,1%), l'Italie (10,7%) et la France (10,3%), l'UE représentant au total 80,1%. Les Etats-Unis sont demeurés les principaux fournisseurs non-européen. Le fait le plus marquant de l'année est certainement l'entrée en vigueur des sept accords bilatéraux signés en 1999 avec l'UE.¹⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2004
ELIE BURGOS

L'année 2004 a été une excellente année, puisque le commerce extérieur suisse a réalisé son meilleur résultat depuis quatre ans, grâce à une embellie de la situation conjoncturelle en Suisse et à l'étranger. Les **exportations** (132'423 millions de francs, soit une augmentation nominale de 8,5% par rapport à 2003) ont affiché une croissance nominale plus prononcée que les **importations** (141'735 millions de francs, soit une augmentation nominale de 7%). C'est la métallurgie qui a enregistré la plus forte croissance. La chimie, pilier de l'exportation, a affiché une hausse du chiffre d'affaires d'environ 10% par rapport à l'année précédente. Quant à la balance commerciale, elle a bouclé l'année avec un excédent record de 9,3 milliards de francs. Par régions, le plus grand dynamisme est à mettre sur le compte des pays non industrialisés. Si la Chine a été sans surprise la plus active, les échanges avec le Sud-est européen et la CEI ont également été vigoureux. En ce qui concerne les échanges avec les pays industrialisés, principaux partenaires de la Suisse, tant les importations (+6,5%) que les exportations (+7,1%) ont massivement augmenté. Si le commerce avec l'UE a affiché une évolution similaire, il a été plus modéré avec les USA, notamment en raison de la faiblesse du dollar. Les USA sont néanmoins restés le deuxième marché d'exportation de la Suisse en 2004.¹⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 14.02.2005
ELIE BURGOS

La Suisse a exporté pour **257,7 millions de francs de matériel de guerre** vers 72 pays en 2005 (2004: 402,2 millions de francs). Cela correspond à 0,17% (2004: 0,27%) des exportations totales du commerce extérieur suisse.¹⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.02.2006
ELIE BURGOS

L'année 2006 a été celle de tous les superlatifs, atteignant de nouveaux sommets, avec des taux de croissance nominaux à deux chiffres à l'export comme à l'import. Durant l'année sous revue, les **importations** se sont en effet accrues de 11,0% en valeur à 165'540,1 millions de francs (+5,6% par rapport à 2005). Il faut remonter à l'année 2000 pour retrouver pareil élan. Les **exportations** ont affiché, quant à elles, une hausse nominale de 12,9% pour s'établir à 177'194,9 millions de francs (+9,1% par rapport à 2005). Un tel dynamisme n'avait plus été observé depuis 1977. La **balance commerciale** a bouclé l'année 2006 avec un solde record de +11'654,8 millions de francs, soit presque la moitié de plus que celui de 2005 (+7'883,0 millions de francs). Ce résultat historique repose avant tout sur un excédent d'exportations colossal dans le secteur de la chimie. Les branches exportatrices ont toutes vu leur chiffre d'affaire augmenter de 10 à 20%. Avec une croissance de 20,5%, l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs a mené le bal grâce au boom des ventes de boissons, alors que la métallurgie et la chimie ont progressé respectivement de 15,1 et 14,8%. La demande de produits

suisse a augmenté de plus de 10% dans tous les marchés. Dans l'UE, le principal débouché, la demande s'est accrue de 11,3%. Quant aux ventes en Russie, en Ukraine, en Roumanie et en Inde, elles ont bondi entre 34,7 et 46,7%.¹⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 15.02.2006
ELIE BURGOS

Le DFE a annoncé que la Suisse a exporté pour **397,6 millions de francs de matériel de guerre** vers 62 pays (2005: 258,7 millions de francs). Ce montant correspond à 0,21% (2005 : 0,17%) des exportations totales du commerce extérieur suisse.²⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2007
ELIE BURGOS

L'essor du commerce extérieur affiché depuis 2004 s'est poursuivi en 2007, avec des taux de croissance nominaux à deux chiffres aussi bien à l'export qu'à l'import. Durant l'année sous revue, les **importations** ont augmenté de 18'168 millions de francs (+11,0%) par rapport à 2006 pour s'établir à 183'578 millions de francs. Quant aux **exportations**, elles ont atteint 197'533 millions de francs, soit 20'058 millions de francs de plus qu'en 2006 (+11,3%). La balance commerciale a bouclé l'année 2007 avec un excédent record de 13 955 millions de francs, soit 1891 millions de francs de plus par rapport à 2006 (+15,7%). Malgré cet excellent résultat d'ensemble, le commerce extérieur a toutefois connu un léger ralentissement dans les deux directions du trafic au cours du dernier trimestre. Au niveau des produits d'importation, tous les groupes principaux ont gagné du terrain au cours de l'année sous revue, hormis les produits énergétiques. Les matières premières et demi-produits, en hausse d'un cinquième, ont survolé les débats. En ce qui concerne les exportations, toutes les branches ont à nouveau accru leur chiffre d'affaires, avec des augmentations comprises entre 11 et 22% pour la moitié d'entre elles. L'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs a réalisé les meilleurs résultats, avant tout grâce à l'envol des ventes de café et de boissons. Les importations de toutes les régions économiques se sont renforcées, à l'exception des pays en développement. Les produits importés d'Irlande, du Brésil, de Turquie, de Thaïlande et d'Inde ont notamment connu un essor important (entre 24 et 30%). Principal débouché de la Suisse au niveau des exportations, la croissance a été largement soutenue dans les pays industriels. Le rythme de croissance avec l'UE (+11,8%) et les Etats extra-européens (+1,7%) a cependant suivi une tendance opposée. Ces derniers ont notamment souffert de la stagnation des ventes aux USA et du recul des envois au Japon. La Russie, la Chine, l'Inde, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne se sont à l'inverse accrues entre environ 10 et 30%.²¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.02.2007
ELIE BURGOS

Le DFE a annoncé que la Suisse a exporté pour **464,5 millions de francs** de matériel de guerre vers 66 pays (2006 : 397,6 millions de francs), soit une augmentation de 16,8% par rapport à l'année précédente. Ce montant correspond à 0,24% (2006 : 0,21%) des exportations totales du commerce extérieur suisse en 2007.²²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2008
ELIE BURGOS

Après avoir connu un essor à deux chiffres au cours des deux derniers exercices, le commerce extérieur suisse a – malgré la crise économique – progressé en 2008 aussi bien à l'export qu'à l'import. Durant l'année sous revue, les **importations** ont augmenté de 3271,9 millions de francs (+1,8%) par rapport à 2007 pour s'établir à 186'850 millions de francs. Quant aux **exportations**, elles ont atteint 206'680 millions de francs, soit 9147 millions de francs de plus qu'en 2007 (+4,6%). Les exportations ont ainsi franchi pour la première fois la barre des 200 milliards de francs. Le vent a toutefois clairement tourné lors du dernier trimestre, sous l'effet de la crise économique, et a fait plonger la moitié des branches exportatrices dans les chiffres rouges. La balance commerciale a bouclé l'année 2008 avec un excédent record de 19'830 millions de francs, soit 5900 millions de francs de plus par rapport à 2007 (+42,1%). A lui seul, le secteur de la chimie a vu son excédent gonfler de 6,1 milliards pour culminer à 33 milliards de francs. Au niveau des produits d'exportation, toutes les branches ont connu une croissance moindre qu'en 2007. Après un dernier trimestre 2008 difficile, la moitié d'entre elles ont basculé du mauvais côté de la barre tandis que l'autre moitié limitait les dégâts. Seule l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs a enregistré une croissance à deux chiffres. De l'autre côté de l'échiquier, on trouve l'industrie textile avec des exportations en recul de 7,7%. En ce qui concerne les importations, si la croissance fut dans l'ensemble modeste à l'importation, les matières premières et demi-produits ont été le seul des quatre groupes principaux selon l'emploi à subir un recul. A l'inverse, les produits énergétiques ont décollé d'un tiers, poussés notamment par la flambée des prix (+23%). Si les exportations helvétiques ont

progressé vers toutes les régions économiques, elles ont surtout brillé vers les pays en développement et ceux en transition, avec une hausse d'un septième par rapport à 2007. Les affaires avec l'UE et avec les pays industriels extra-européens ont quant à elles connu une évolution frileuse (+3%). Alors que les importations en provenance des pays en développement s'envolaient (OPEP : +39%), celles des autres régions économiques ont faiblement progressé (pays émergents et industriels), voire accusé un recul (pays en transition). Les importations en provenance de l'UE ont pour leur part augmenté de 1%.²³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.02.2008
ELIE BURGOS

Le DFE a annoncé que la Suisse a exporté pour **722 millions de francs** de matériel de guerre vers 72 pays (2007 : 464,5 millions de francs) en 2008, soit une augmentation de 55,4% par rapport à l'année précédente. Ce montant correspond à 0,33% (2007 : 0,24%) des exportations totales du commerce extérieur suisse en 2008.²⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 04.02.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le commerce extérieur suisse a été **fortement ralenti par la crise économique et financière** mondiale. Il a vécu la pire performance depuis des décennies après une année 2008 record. Ainsi, les **exportations** ont diminué de 12,6% pour atteindre 180,3 milliards de francs, la plus grande chute depuis 1944, ramenant le niveau des ventes à celui de 2006. Le recul s'est stabilisé au dernier trimestre et, pour la première fois depuis fin 2008, les ventes ont progressé de 14,4 milliards de francs en décembre de l'année sous revue. Les **importations** ont elles chuté de 14,3% à 160,1 milliards de francs, la plus forte baisse depuis 1975, et ont ainsi rejoint leur niveau de 2006. Après s'être constamment renforcé jusqu'au milieu de l'année sous revue, le recul des entrées s'est finalement tassé au dernier trimestre. Malgré une année très difficile, la **balance commerciale** suisse a atteint un nouveau record pour l'équivalent de 20,2 milliards de francs (+3,2% par rapport à 2008).²⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.02.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

En 2010, le commerce extérieur suisse a crû de manière significative par rapport à 2009 et cela malgré la cherté du franc. Ainsi, les **exportations** ont progressé de 7,1% par rapport à 2009 pour atteindre 193,3 milliards de francs, en dessous du record de 2008 (206,7 milliards). Le deuxième trimestre a été le plus dynamique tandis que la fin de l'année a été plus difficile en raison de la valeur du franc. Les exportateurs ont ainsi été amenés à baisser les prix. Les **importations** ont elles augmenté de 8% par rapport à l'année précédente pour atteindre 173,7 milliards. Si le premier trimestre a été délicat, le deuxième a progressé de 15%. Les prix se sont maintenus aux mêmes niveaux que l'année précédente. La **balance commerciale** a été bouclée avec le deuxième plus fort excédent de son histoire (19,6 milliards de francs). Toutefois, la première baisse depuis 2005 a été observée (-3,8% par rapport à 2009). Elle aurait été la conséquence de l'augmentation du déficit avec l'UE. Le mois de décembre a été particulier avec un renforcement des exportations (+3%) et des importations (+4,2%), une chute des prix à l'entrée (-2,1%) et à la sortie (-3,7%) et une balance commerciale excédentaire de 1,3 milliards de francs (-5,8%).²⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.02.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Les **exportations suisses de matériel de guerre** ont baissé en 2010 (-12%) pour atteindre 640,5 millions, soit l'équivalent de 0,32% des exportations totales de marchandises. Sur l'ensemble des ventes, 17,7% consistent en des armes de tous calibres destinées principalement à des entreprises de commerce ou industrielles et à des forces de police. Elles ont concerné soixante-neuf pays, dont les principaux sont l'Allemagne (134,3 millions), l'Arabie Saoudite, (132,6 millions), la Grande-Bretagne (51,1 millions), la Belgique (44,8 millions) et l'Espagne (32,6 millions). Parmi les 2363 demandes d'exportation (+5,9% par rapport à 2009), 2357 ont été autorisées par le SECO pour un montant de 1,5 milliard de francs. Parmi les 66 demandes de préavis des entreprises exportatrices, 45 ont reçu une décision positive. L'Arabie Saoudite ne dispose plus d'autorisation d'exportation de matériel de guerre depuis l'année précédente, toutefois le Conseil fédéral a autorisé la livraison des commandes faites avant cette décision. S'agissant des destinations, 61,5% des exportations se sont dirigées vers des destinations européennes, 8,1% vers l'Amérique et 29,2% vers l'Asie.²⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.02.2011
ANITA KÄPPELI

Im Gegensatz zum Vorjahr, als die Schweizer Kriegsmaterialexporte zurückgegangen waren, wuchsen sie 2011 um beachtliche 36%. Insgesamt führte die Schweiz Kriegsmaterial im **Gesamtwert von CHF 872.7 Mio.** aus, was einem Anteil von 0.4% am Total der Exporte entspricht. Die grosse Zunahme an Kriegsmaterialexporten kann in erster Linie auf den Verkauf von Trainingsflugzeugen im Wert von rund CHF 258 Mio. an die Vereinigten Arabischen Emirate zurückgeführt werden. Von den insgesamt 68 Handelspartnern stammten die weiteren wichtigsten Abnehmer von Schweizer Kriegsgütern aus Europa, so kauften insbesondere Deutschland, Italien, Belgien und Spanien Kriegsmaterial in zwei- oder dreistelliger Millionenhöhe. Insgesamt wurden beim zuständigen Staatssekretariat für Wirtschaft 2459 Exportgesuche eingereicht, wovon lediglich fünf abgelehnt wurden. Diese betrafen allesamt den Export von Kleinwaffen mit Zubehör in afrikanische und asiatische Staaten. Von den vorprüfenden Anfragen, mit welchen Exporteure die Wahrscheinlichkeit auf Gutheissung eines allfälligen Exportgesuchs prüfen, wurden 20 von 54 abgelehnt.²⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 02.02.2012
ANITA KÄPPELI

Trotz starkem Schweizer Franken und anhaltender wirtschaftlicher Unsicherheiten nahmen die **Exporte** im Berichtsjahr um 2.1% zu. Die Dynamik liess im Berichtsjahr aber merklich nach; im dritten Quartal 2011 nahmen die Exporte gegenüber dem Vorjahr sogar leicht ab. Die Exportwirtschaft versuchte die Einbussen durch ein Entgegenkommen bei den Preisen wettzumachen, was sich in einem Rückgang der Exportpreise um durchschnittliche 5.5% niederschlug. Insgesamt wurden im Jahr 2011 Waren im Wert von CHF 197.6 Mia. ausgeführt. Rückläufig waren die Ausfuhren vor allem in der Papier- und der graphischen Industrie sowie der Bekleidungs- und Textilbranche. Von der Nachfrage in Asien profitierte die Uhrenindustrie, welche ihre Ausfuhren im Berichtsjahr um 19.3% steigerte. Die Schweizer Exporteure setzten vor allem in Deutschland, Irland und den Vereinigten Arabischen Emiraten mehr ab. Ebenfalls wuchsen die Ausfuhren nach Indien, Taiwan und Russland, jeweils zwischen 13% und 15%.

Die **Importe** betragen 2011 CHF 173.7 Mia., was nahezu dem Wert des Vorjahres entsprach. Real wuchsen die Einfuhren um 1.9%. Während die ersten drei Monate 2011 noch ein grösseres Importvolumen aufwiesen, zeigten die anderen drei Quartale gegenüber der jeweils gleichen Zeitspanne 2010 negative Werte an. Einen Rückgang an Einfuhren vermeldeten insbesondere die Investitions- und Konsumgüterbranche. Bei letzterer schlugen die Einbussen bei den Importen der Bijouterie- und Juwelierbranche sowie der Unterhaltungselektronik zu Buche. Bezogen auf die geographische Herkunft wuchsen die Einfuhren aus Kasachstan um satte 78% was auf die starke Erdölnachfrage zurückzuführen ist. Die Importe aus Indien, Polen und Brasilien stiegen ebenfalls stark an.

Der Saldo der Ein- und Ausfuhren schlug sich in einem neuen Rekordüberschuss von knapp CHF 24 Mia. nieder. Gegenüber dem Vorjahr wuchs der **Handelsbilanzüberschuss** somit um CHF 4 Mia.²⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.02.2012
EMILIA PASQUIER

Au cours d'une année 2012 marquée par une situation économique défavorable, les **exportations** ont légèrement augmenté de 1,5%, à 200,9 milliards de francs. Le troisième trimestre a connu la hausse la plus importante faisant suite à une baisse des exportations au cours du deuxième trimestre. Contrairement à l'année précédente, les prix ont renchéri (+1,7%). Le renforcement des exportations a été observé principalement dans trois branches: l'horlogerie (+11%), l'industrie chimique et pharmaceutique (+5,8%) et les denrées alimentaires, boissons et tabacs (+3,4%). Ces augmentations tranchent avec l'évolution du papier et des arts graphiques (-13%), qui recule pour la cinquième année consécutive. Le commerce d'export a reculé avec l'Europe (-1%), la Chine (-12%) et l'Inde (-10%). Ce recul a cependant été compensé par une forte demande émanant de d'Arabie Saoudite (+23%), de Singapour (+14%), des USA (+12%), du Canada (+9%) et de l'Amérique latine (+10%).³⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.02.2012
EMILIA PASQUIER

Malgré un premier semestre difficile, les **importations** ont augmenté de 1,2% à 176,5 milliards de francs au terme de l'année sous revue. Cette augmentation a également vu les prix augmenter de 0,6% après des baisses consécutives durant trois ans. Les prix des produits énergétiques ont permis un bond des importations de 13%. En revanche, les matières premières et demi-produits ont reculé de 4%. Dans ce groupe, la demande de métaux (-11%) et des demi-produits en papier (-12%) ont particulièrement souffert. Les importations dans le secteur de l'aéronautique ont quant à elles augmenté de 41%.³¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.02.2012
EMILIA PASQUIER

Le mois de décembre a été marqué par une chute du commerce extérieur due au calendrier. Décembre 2012 a compté deux jours ouvrables de moins que 2011. Cette différence corrigée, la **balance commerciale** boucle le mois avec un excédent de 1,0 milliard de francs. Au cours de l'année sous revue, la balance commerciale boucle finalement avec un excédent record de 24,4 milliards de francs, soit 860 millions de plus que l'année précédente.³²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.02.2012
EMILIA PASQUIER

Les exportations de matériel de guerre en 2012 ont représenté un total de **700,4 millions de francs**. Ce montant reflète une baisse de 20% des exportations par rapport à 2011. Les exportations ont été effectuées dans 68 pays, avec en tête l'Allemagne (245,5 millions de francs), les Emirats Arabes Unis (132,8 millions) et l'Italie (61,1 millions). Un cas particulier a marqué l'année sous revue: la livraison d'avions militaires d'entraînement non armés avec les Emirats Arabes Unis a été soumise à la loi sur le matériel de guerre, alors qu'elle aurait dû être soumise à la loi sur le contrôle des biens. Ce changement a été rendu possible car au moment de la demande, il n'était pas possible d'exclure l'armement de ces avions sur sol suisse. En outre, 29 demandes de préavis visant à obtenir une autorisation d'exporter avec un client ont été refusées sur 79 déposées. Les demandes refusées proviennent principalement d'Afrique et d'Asie. Les autorités suisses ont témoigné d'une grande prudence concernant les exportations vers les pays touchés par le printemps arabe. Premièrement, le gouvernement n'accorde plus de nouvelles autorisations pour l'exportation de matériel de guerre vers l'Egypte, le Pakistan et l'Arabie Saoudite depuis 2009. Deuxièmement, la Suisse a autorisé principalement l'exportation de systèmes de défense aérienne qui ne s'avèrent pas utilisables contre une population civile.³³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2013
EMILIA PASQUIER

Les **exportations du matériel de guerre** ont enregistré une baisse de 34% en 2013 par rapport à 2012. La Suisse a ainsi exporté pour un montant de 461,2 millions de francs (contre 700,4 millions en 2012), ce qui représente une part de 0,22% des exportations suisses. La Confédération a livré du matériel dans 71 pays. Largement en tête des pays destinataires, l'Allemagne a importé pour 123,5 millions de matériel suisse. Elle est suivie de l'Italie (58,9 millions) et des USA (43,8 millions). Sur 57 demandes de préavis visant à obtenir une autorisation d'exporter avec un client, 16 ont été refusées. Ces refus ont notamment été motivés par une volonté de garantir la paix, la sécurité régionale et internationale. Suite aux grenades suisses livrées originalement aux Emirats Arabes, mais retrouvées sur les champs de bataille syriens lors de l'année précédente, la Suisse a également renforcé le contrôle en matière de non-réexportation pour éviter que de tels cas se reproduisent. Premier traité fixant des normes contraignantes en matière de commerce des armes, le Traité sur le commerce des armes (TCA) a été adopté par l'assemblée générale de l'ONU et signé par la Suisse. Le Conseil fédéral soumettra ce traité au parlement en 2014.³⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2013
EMILIA PASQUIER

Comme en 2012, les **exportations** n'ont que peu augmenté au cours de l'année 2013 totalisant un montant de 201,8 milliards de francs (+0,8%). De même, l'augmentation des prix a été relativement faible (+0,8%). En comparaison avec l'année précédente, seul le dernier trimestre a révélé une évolution positive. En se penchant sur les différentes branches, on observe que les augmentations d'exportation les plus importantes se trouvent dans l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs (+7,1%, notamment l'exportation de café avec une augmentation de 17%), l'industrie des matières plastiques (+5,3%) et les instruments de précision (+3,3%). A l'inverse, les exportations dans les secteurs de l'industrie du papier et des arts graphiques (13,0%), l'industrie des machines et de l'électronique (-9,7%) et l'industrie métallurgique (-8,4%) ont reculé. Pour ce qui est des partenaires économiques, il faut noter l'accentuation

des exportations vers le Mexique (+12%), la Chine (+11%) et l'Arabie Saoudite (+8%). Ces résultats contrastent particulièrement avec le résultat des exportations avec l'Inde (-24%) et le Japon (-12%). Concernant l'Europe, les exportations ont subi une légère baisse (-1%), baisse qui s'explique en partie par le changement de méthode pour le relevé du courant électrique.³⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2013
EMILIA PASQUIER

La **balance commerciale** a bouclé l'année sous revue avec un excédent record de 24 milliards de francs.³⁶

Infrastruktur und Lebensraum

Verkehr und Kommunikation

Verkehrspolitik

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.06.2014
BERNADETTE FLÜCKIGER

Für das Jahr **2010** wurden in einer Studie zu Händen des ARE erstmals anhand einer vollständig aktualisierten Datengrundlage die **externen und volkswirtschaftlichen Umwelt-, Unfall- und Gesundheitseffekte des Verkehrs** in der Schweiz erhoben. Die Kosten wurden für zwölf Bereiche erhoben, darunter etwa Schäden am Wald, Lärm, Klima, Biodiversitätsverluste, Unfälle und luftverschmutzungsbedingte Gesundheitsschäden. Zudem wurden erstmals auch die externen Kosten im Luft- und Schiffsverkehr ermittelt und der Strassenverkehr wurde um den Fuss- und Veloverkehr ergänzt. Zudem wurden die positiven Effekte der körperlichen Betätigung im Langsamverkehr auf die Gesundheit mit einberechnet. **Insgesamt beliefen sich die externen Kosten des Verkehrs auf CHF 9.4 Mrd.**

Für den grössten Kostenanteil war dabei der motorisierte private Personen- und Güterverkehr auf der Strasse mit rund CHF 6.5 Mrd. verantwortlich. Auf den Schienenverkehr entfielen Kosten von CHF 740 Mio., auf den Schiffsverkehr von CHF 57 Mio. Für den Langsamverkehr resultierte ein Netto-Nutzen von rund CHF 400 Mio. In der Studie wurde darauf hingewiesen, dass diese Zahlen auch im Verhältnis zu den Verkehrsleistungen der einzelnen Verkehrsträger betrachtet werden müssen: Im Strassenverkehr werden deutlich mehr Personen und Güter transportiert als mit den anderen Verkehrsträgern.³⁷

Post und Telekommunikation

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.10.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Die Frage nach den **Auswirkungen von 5G auf das Klima** stand im Zentrum einer von der Universität Zürich und der EMPA erarbeiteten und im Oktober 2020 veröffentlichten Studie. Auftraggeber waren Swis cleantech und die Swisscom. Aufgrund des Ausbaus des 5G-Netzes und der benötigten neuen Endgeräte für innovative Anwendungsmöglichkeiten werde es zu gewissen Umweltbelastungen kommen, war der Studie zu entnehmen. Zudem sei mit Rebound-Effekten zu rechnen, wenn es zu einer höheren Nachfrage nach bestimmten Dienstleistungen komme. Die Studie kam aber zum Schluss, dass mit der Einführung von 5G auch viele Treibhausgasemissionen eingespart werden können, weil neue Anwendungen ermöglicht würden und aus der Digitalisierung ein Effizienzgewinn resultiere. Insgesamt sei die entsprechende Klimabilanz positiv. Die Studie projektierte, dass mit 5G pro transportierter Einheit Daten rund 85 Prozent weniger Treibhausgasemissionen entstünden, als dies mit dem heutigen Mobilfunknetz der Fall sei. Hinzu kämen weitere Einsparungen durch neue Nutzungsmöglichkeiten, wie etwa intelligente Stromnetze (smart grid) oder neue Anwendungen in der Landwirtschaft durch einen gezielteren Einsatz von Dünger und Pflanzenschutzmitteln. Auch beim Pendlerverkehr und bei den geschäftlichen Reisen sieht die Studie Einsparungspotential, da durch die raschere und mengenmässig grössere Datenübertragung flexibles Arbeiten gefördert werde.³⁸

Umweltschutz

Umweltschutz

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 07.07.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Die vom BAFU im Juli 2020 publizierte **CO2-Statistik für das Jahr 2019** zeigte, dass im Berichtsjahr kein Rückgang bei den CO2-Emissionen aus Treibstoffen (Benzin und Diesel) verzeichnet werden konnte. Aufgrund der weiter wachsenden Verkehrsleistung (mehr gefahrene Kilometer) und der Zunahme an emissionsintensiven Personenwagen stagnierte der CO2-Ausstoss aus den Treibstoffen auf dem Vorjahreswert; er lag damit sogar 2.9 Prozent über dem Ausstoss von 1990.

Im Bereich der Brennstoffe – Heizöl und Gas – gab es jedoch einen witterungsbereinigten Rückgang um 2.5 Prozent im Vergleich zu 2018. Gegenüber 1990 sind diese Emissionen bereits um 29.9 Prozent zurückgegangen.³⁹

Allgemeiner Umweltschutz

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.12.2018
BERNADETTE FLÜCKIGER

Ende 2018 genehmigte der Bundesrat den **Bericht «Umwelt Schweiz 2018»**. Der Bericht hielt fest, dass die Umweltbelastung in der Schweiz in den letzten beiden Jahrzehnten gesamthaft gesunken sei. Fortschritte konnten beispielsweise in den Bereichen «Sanierung von Altlasten» oder «Ressourceneffizienz» erzielt werden. Ausserdem sei es gelungen, das Wirtschaftswachstum vom Ausstoss der Treibhausgase zu entkoppeln. Trotz dieser Fortschritte würden die natürlichen Ressourcen nach wie vor stark genutzt. Die grössten **Herausforderungen** beständen im wachsenden Bodenverbrauch, in der Überdüngung von Ökosystemen, in der Belastung der Böden und Gewässer mit Pflanzenschutzmitteln und im damit verbundenen Verlust der Biodiversität sowie auch im voranschreitenden Klimawandel. Der Bundesrat setze nun den Klimaschutz, den effizienten Ressourcenverbrauch und den Erhalt der Biodiversität ins Zentrum seiner Umweltpolitik.

Weiter hielt die umfassende Studie fest, dass sich die verschiedenen Umweltbelastungen nicht alleine mit technologischem Fortschritt bewältigen liessen; vielmehr sei ein Wandel in den Konsumations- und Produktionsmustern vonnöten, damit Umwelt und Ressourcen geschont werden könnten.⁴⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 24.10.2019
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im Herbst 2019 veröffentlichte das BAFU einen Bericht zum Thema **Hitze und Trockenheit im Sommer 2018**. Der Sommer 2018 war gemäss BAFU der drittwärmste Sommer in der Schweiz seit Messbeginn 1864; die Auswirkungen der Hitze und Trockenheit auf die Umwelt waren dementsprechend gravierend. Einige Wälder sahen bereits im Juli herbstlich aus. Manche Schäden an den Bäumen wurden aber erst im Jahr 2019 sichtbar, als unter anderem im Jura geschwächte Nadelbäume von Borkenkäfern befallen wurden. Die Gewässer litten ebenfalls unter der Hitze und der Trockenheit; mancherorts waren die Gewässer so warm, dass es zu einem Fischsterben kam. Auch in der Landwirtschaft hinterliess der Sommer 2018 seine Spuren. Insbesondere beim Futter für die Tiere gab es Probleme, was sich unter anderem in den stark gestiegenen Importmengen an Heu widerspiegelte. Die Obst- und Weinbauern verzeichneten hingegen sehr gute Ernten.

Der Hitzesommer 2018 blieb auch für die menschliche Gesundheit nicht ohne Folgen. Wegen der hohen Temperaturen gab es ca. 200 Todesfälle mehr als in einem durchschnittlichen Jahr. Dabei waren grosse Unterschiede zwischen den Kantonen zu verzeichnen. In denjenigen Kantonen, in denen Hitzemassnahmenpläne zum Einsatz kamen, blieb die Sterblichkeit gleich hoch wie in anderen Jahren. In den Kantonen ohne hitzespezifische Massnahmen stieg die Zahl der Todesfälle jedoch an. Diese Zahlen gäben einen Hinweis darauf, dass die hitzebedingte Sterblichkeit mit gezielten Massnahmen und koordinierten Hitzeplänen (z.B. Aufrufe zu vermehrter Flüssigkeitsaufnahme) reduziert werden könne, so das BAFU.⁴¹

Klimapolitik

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.01.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die in den beiden Basler Halbkantonen eingeführten marktwirtschaftlichen Instrumente im Umweltschutz in Form von **handelbaren Emissionsgutscheinen** für die Unterschreitung der Grenzwerte der LRV blieben ohne Erfolg, da die Rahmenbedingungen unangepasst waren. Gemäss einer wissenschaftlichen Studie trugen sowohl die sich verändernden eidgenössischen Grenzwerte in Form von Rechtsunsicherheit als auch der Ausschluss der Kleinemittenten vom Gutscheinhandel zum Misserfolg bei.⁴²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.01.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Diskussion um die Einführung von neuen marktwirtschaftlichen Lenkungsabgaben im Umwelt- und Energiebereich, insbesondere der CO₂-Abgaben, wurde durch die Veröffentlichung der **Studie «Umweltabgaben in Europa»**, welche vom Büro Ecoplan im Auftrag des BUWAL und des BEW erstellt wurde, neu angeheizt. In der ländervergleichenden Studie stellten die Autoren fest, dass in der Schweiz zwar strenge Umweltschutzregelungen in Form von gesetzlichen Vorschriften und Verboten herrschen, die schweizerischen Energiepreise insgesamt (sowohl Elektrizität als auch Heizöl und Benzin) jedoch zusammen mit den luxemburgischen die niedrigsten in Europa sind. Gemäss der Studie wurden Energiesteuern inklusive einer CO₂-Abgabe als Teil des globalen Steuersystems mit Lenkungseffekt bisher erst in den skandinavischen Ländern eingeführt.⁴³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.07.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Dans une étude commandée par l'Association suisse de l'industrie gazière, l'EPFZ a conclu que si la Suisse ne met pas rapidement en œuvre la loi sur le CO₂, **les émissions de ce gaz à effet de serre** ne reculeraient que de 1,3% d'ici à 2010, au lieu des 10% visés. Ainsi, à la place d'une réduction annuelle de 4 millions de tonnes, celles-ci **ne diminueraient que de 0,5 tonnes**. Selon l'étude, l'idéal serait que l'économie et les ménages fournissent des efforts considérables. Reprenant les quatre variantes qu'avait évoqué le DETEC, l'EPFZ a estimé que le scénario qui atteindrait ce but serait celui d'une taxe sur le CO₂ de 50 francs par tonne de CO₂ émise pour les combustibles fossiles, et de 100 francs par tonne pour l'essence.⁴⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.10.2004
PHILIPPE BERCLAZ

Mandaté par l'OFEPF, l'entreprise Prognos a mis à jour la **prévision des émissions de CO₂ pour 2010**. Adaptant les perspectives calculées en 2002 (Les perspectives constituent un instantané. Elles sont calculées à partir des émissions actuelles, en fonction de l'évolution possible des données générales (croissance économique, croissance démographique, évolution du trafic, etc.), de l'efficacité des mesures librement consenties et des autres mesures.), le rapport indique que les émissions de CO₂ dues aux carburants augmenteront de 8,8% au lieu de diminuer de 8%. Cet écart correspond à 2,6 millions de tonnes. En revanche, les émissions dues aux combustibles seront considérablement réduites (-11,4%), mais il demeure un écart de 0,9 million de tonnes par rapport à l'objectif de réduction qui est de 15%.⁴⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 20.10.2006
MAGDALENA BERNATH

Im Februar legte die **Stiftung „Klimarappen“** dar, wie sie ihr Ziel, eine CO₂-Reduktion von insgesamt 9 Mio Tonnen bis 2012, erreichen will. Seit Oktober 2005 bezahlt jeder Autofahrer einen Aufpreis von 1,5 Rappen pro Liter Benzin oder Diesel (Klimarappen), was gemäss der Stiftung einen Ertrag von insgesamt 740 Mio Fr. ergeben soll. Rund zwei Drittel der Summe, 520 Mio CHF, will sie für emissionsenkende Projekte im Inland einsetzen, davon 180 Mio CHF für die energetische Sanierung von Häusern und 190 Mio CHF für die Förderung erneuerbarer Energien und für Projekte, die der effizienteren Nutzung des Treibstoffs dienen (z.B. Kurse für Berufschaffende). 204 Mio Fr. sind für Projekte im Ausland bestimmt. Im Herbst gab die Stiftung den Abschluss von Verträgen mit einem Reduktionsvolumen von insgesamt 3,6 Mio Tonnen CO₂ bekannt. Eine erste Bilanz bestätigte, dass CO₂-Reduktionen im Ausland wesentlich billiger seien als im Inland, dass aber auch die Qualität der Projekte variere. Die Stiftung setze mehr als zwei Drittel der Mittel im Inland ein, erwarte daraus jedoch nur einen Betrag von einem Neuntel bis einem Fünftel des angestrebten Reduktionsvolumens.⁴⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.05.2007
ANDREA MOSIMANN

Eine Untersuchung der Forschungsanstalt EMPA zur **Ökobilanz von Biotreibstoffen** zeigte, dass diese nicht immer umweltfreundlicher sind als fossile Treibstoffe. Zwar kann gemäss der Studie mit praktisch allen Biotreibstoffen der Ausstoss von Treibhausgasen deutlich gesenkt werden. Der Anbau und die Verarbeitung der Rohstoffe können aber gravierende andere Umweltbelastungen bewirken, z.B. indem durch die Brandrodung von Regenwald grosse Mengen CO₂ freigesetzt werden. Beim Anbau in gemässigten Zonen sind vor allem der grosse Düngereinsatz und die mechanische Bearbeitung des Bodens problematisch. Die ökologische Gesamtbilanz wurde nur bei Biotreibstoffen aus Abfällen, wie Jauche, Altspeiseöl und Grünabfälle besser bewertet als diejenige fossiler Treibstoffe.⁴⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.06.2007
ANDREA MOSIMANN

Die **Stiftung Klimarappen** teilte dem UVEK im Juni verbindlich mit, dass sie ihre CO₂-Reduktions-Ziele erreichen werde. Sie hatte sich zu einer Senkung um 9 Mio Tonnen CO₂ im Zeitraum von 2008 bis 2012 verpflichtet und kann nun mit Programmen im Inland und mit dem Kauf von so genannten Kyoto-Zertifikaten sogar 12,8 Mio Tonnen einsparen. Davon entfallen 2,6 Mio Tonnen auf die Schweiz und 10,2 Mio Tonnen aufs Ausland. Dieser definitive Massnahmenplan löste gemischte Reaktionen aus. Die Wirtschaftsverbände, der Verband des Strassenverkehrs und die Erdölindustrie bezeichneten den Klimarappen als hervorragendes Beispiel für einen effizienten Klimaschutz. SP, Grüne und Umweltverbände hielten dagegen, dass der Klimarappen die steigenden Verkehrsemissionen nicht reduzieren könne und forderten die Einführung einer CO₂-Abgabe auf Treibstoffen.⁴⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.01.2008
NICOLAS FREYMOND

En début d'année, le WWF a publié une **étude** selon laquelle la Suisse ne parviendrait pas à respecter les engagements pris en matière de réduction des émissions CO₂ dans le cadre du **Protocole de Kyoto** (48,6 millions de tonnes), ni ceux inscrits dans la loi sur le CO₂ (36,8 millions de tonnes). Selon l'organisation, en 2010, les émissions dues aux combustibles s'établiront entre 22,2 et 23,7 millions de tonnes au lieu des 21,58 millions tonnes fixées dans la loi, soit un écart oscillant entre 0,65 et 2,15 millions de tonnes. Quant aux émissions dues aux carburants, le WWF a estimé qu'elles atteindraient 15,7 millions de tonnes, c'est-à-dire 1,4 millions de tonnes de plus que la prescription légale (14,3). Par conséquent, en lieu et place des 8% du Protocole de Kyoto et des 10% de la loi sur le CO₂, la réduction ne serait que de 5%. Ces écarts s'expliquent par la forte croissance économique et le boom immobilier des années 2004-2006. L'organisation a également souligné l'efficacité insuffisante de la taxe sur le CO₂ sur les combustibles et déploré l'absence de taxe sur les carburants. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a répliqué en faisant valoir que la consommation devrait décroître d'ici 2012, de telle sorte que l'excédent d'émissions s'élèverait à seulement 0,5 million de tonnes. Ce dépassement des exigences de Kyoto vaudrait à la Suisse une pénalité de l'ordre de 100 millions de francs, selon l'OFEV.⁴⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 08.01.2009
NICOLAS FREYMOND

Selon une étude de la société de conseil McKinsey publiée en début d'année, **la Suisse pourrait réduire de moitié ses émissions de CO₂ d'ici 2030 sans aucune perte de confort** grâce à des mesures favorisant les appareils, les véhicules et les bâtiments les plus efficaces énergétiquement. Les émissions dues aux transports pourraient ainsi diminuer d'un tiers sans restriction de la mobilité, générant même des économies pour les particuliers. Les résultats de cette étude ont réjoui tant le conseiller fédéral Moritz Leuenberger et que les organisations de protection de l'environnement qui y ont vu la confirmation de la justesse d'une stratégie « indigène », reposant essentiellement sur des mesures réalisées sur le territoire national, au détriment de la stratégie « exogène » prônée notamment par les associations économiques et la conseillère fédérale Doris Leuthard et privilégiant des actions à l'étranger et l'échange de certificats d'émission.⁵⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.07.2010
NICOLAS FREYMOND

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a publié la **statistique sur le CO₂ pour 2009**, laquelle indique une baisse de 1% des émissions par rapport à 2008 vraisemblablement imputable à la récession économique. Pour la première fois depuis 2002, les émissions dues aux carburants ont diminué, mais elles sont restées de 12,8% supérieures à leur niveau de 1990. Pour atteindre la valeur-cible légale, elles devront baisser de 8% pendant la période 2008-2012. Quant aux combustibles, leurs émissions ont reculé de 1% pour s'établir à 12,1% en dessous de leur niveau de 1990, alors que la loi impose une réduction de 15% d'ici à fin 2012. Globalement et compte tenu de

l'achat de certificats d'émission étrangers, en 2009, les émissions de CO₂ en Suisse se sont situées 7,6% en dessous du niveau de 1990, alors que la loi prévoit une réduction de 10% d'ici à fin 2012. Concernant la mise en œuvre du Protocole Kyoto, les émissions de gaz à effets de serre (CO₂, méthane, etc.) ont baissé de 2,2% en 2009, se situant désormais 6,5% en dessous de leur valeur de 1990, tandis que le Protocole vise une réduction de 8%. S'appuyant sur ces chiffres, l'OFEV a réalisé une étude prospective qui a conclu que **la Suisse ne parviendra pas à tenir les engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto**. Le ralentissement de l'économie suisse a été moindre que prévu et la reprise s'est avérée particulièrement vigoureuse avec un taux de croissance estimé par le Secrétariat d'Etat à l'économie à 2,7% pour 2010. Il en résulte une croissance de la consommation de carburants et de combustibles et, par conséquent, des émissions de gaz à effet de serre. Selon l'OFEV, après déduction des achats de certificats et des mesures de compensation réalisées sur le territoire national, les émissions dues aux carburants excéderont de 0,8 million de tonnes l'objectif légal (15 millions de tonnes au lieu de 14,2), tandis que celles imputables aux combustibles seront excessives de 0,4 million de tonnes (22 millions de tonnes au lieu de 21,6). La hausse de la taxe sur les combustibles et le programme d'assainissement des bâtiments ne pourront pas à eux seuls combler ces écarts.⁵¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.01.2012
MARLÈNE GERBER

Zu Jahresbeginn war die Schweiz noch weit davon entfernt, die für die Erfüllung des Kyoto-Protokolls erforderlichen CO₂-Einsparungen ausweisen zu können. Mit bestehenden Massnahmen hatten in den Jahren 2008 bis 2011 im Schnitt statt 4,2 Mio. Tonnen nur 3,2 Mio. Tonnen CO₂ reduziert werden können. Dies bewegte Bundesrätin Leuthard im Januar des Berichtsjahres zum Abschluss einer **Zusatzvereinbarung mit der Stiftung Klimarappen**, aufgrund welcher sich die Stiftung verpflichtet, die Ziellücke durch den Kauf von ausländischen Klimazertifikaten zu schliessen. Zur Erreichung der Zusatzvereinbarung seien keine zusätzlichen Mittel erforderlich, da ausländische Zertifikate fünf Mal weniger kosten würden als inländische, liess der Präsident der Stiftung, David Syz, verlauten. Die Aussage der Bundesrätin, dass es für das Klima keine Rolle spiele, wo der Ausstoss von CO₂ verringert werde, provozierte jedoch sogleich Kritik von den Umweltorganisationen. Der WWF sprach von einer Verletzung des Kyoto-Protokolls und bezog sich dabei auf die Botschaft des Bundesrates zur Ratifikation des Protokolls, worin die Regierung bekräftigt hatte, dass die Industrieländer „einen bedeutenden Teil ihrer Anstrengungen“ zur CO₂-Reduktion mit Massnahmen im Inland zu erzielen hätten. Ein Klimaexperte des WWF Schweiz ermahnte, dass Juristen bei der Verabschiedung der Klima-Verträge davon ausgegangen wären, dass ein wesentlicher Bestandteil („a significant element“) 51 Prozent bedeuten würde. Tatsächlich wurde eine minimale inländische Reduktionsquote jedoch nie genau quantifiziert. Die Schweiz nimmt rund drei Viertel der erforderlichen Treibhausgasreduktion im Ausland vor. Gemäss Aussagen des Bundesamtes für Umwelt sei der rechtliche Spielraum in der Schweiz ausgenutzt, jedoch nicht verletzt worden.⁵²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.11.2013
MARLÈNE GERBER

Im November wurde bekannt, dass die **Stiftung Klimarappen** die Vereinbarungen mit dem Bund zur Reduktion von CO₂-Emissionen im Umfang von insgesamt 17 Mio. Tonnen in den Jahren 2008-2012 erfüllt hatte. Die Stiftung Klimarappen wurde im Jahr 2005 als freiwillige Massnahme der Wirtschaft gegründet. Sie erhob bis August 2012 eine Abgabe auf Benzin- und Dieselölimporte in der Höhe von 1,5 Rp. pro Liter. Mit den so erzielten finanziellen Mitteln konnten zwischen 2008 und 2012 durch Investitionen in Projekte zur Treibhausgasreduktion im Umfang von 2,7 Mio. Tonnen CO₂ im Inland sowie 16 Mio. Tonnen CO₂-Äquivalente im Ausland eingespart werden, womit die Stiftung ihre Verpflichtungen gar übertraf (2 Mio. t im Inland, 15 Mio. t im Ausland). Das durch Übererfüllung der Vereinbarung durch ausländische Reduktionsleistungen entstandene Vermögen wird 2014 an den Bund gelangen. Die inländischen Reduktionsleistungen im Umfang von rund CHF 50 Mio. werden an die neue Stiftung Klimaschutz und CO₂-Kompensation (KliK) verkauft. Der Verkaufserlös sowie weitere verbleibende Mittel der Stiftung werden weiterhin für Massnahmen zur Reduktion von Treibhausgasen im Ausland eingesetzt. Die neue Stiftung KliK erfüllt als branchenweite Kompensationsgemeinschaft seit Beginn des Berichtsjahres die mit Inkrafttreten des revidierten CO₂-Gesetzes entstandene gesetzliche Kompensationspflicht für die Importeure fossiler Treibstoffe bis 2020. Ob die Schweiz ihren im Rahmen des Kyoto-Protokolls gefassten Verpflichtungen zur Emissionsreduktion zwischen 2008 und 2012 insgesamt nachkommen konnte, war zum Ende des Berichtsjahres noch nicht abschliessend klar.⁵³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.02.2014
MARLÈNE GERBER

Im Februar erstattete der Bund der UNO im Rahmen der Klimakonvention zum sechsten Mal **Bericht über die Schweizer Klimapolitik**. Dabei wurde ersichtlich, dass die Schweiz das im Rahmen des Kyoto-Protokolls vereinbarte Treibhausgas-Reduktionsziel von 8% bis 2012 im Vergleich zu 1990 nur unter Berücksichtigung von Massnahmen im Ausland und der zunehmenden Kohlendioxidspeicherung aufgrund der wachsenden Schweizer Wälder erreichen kann. Im Jahr 2011 lagen die Treibhausgasemissionen 5,6% tiefer als im Basisjahr. Dass sich zwischen 2007 und 2011 kein einheitlicher Trend erkennen lasse, liege an den unterschiedlichen Wetterbedingungen im Winter, die den Brennstoffverbrauch steuern. Darüber hinaus verdeutlichte der Bericht, dass die mittlere Jahrestemperatur in der Schweiz zwischen 1864 und 2012 um 1,75 Grad Celsius gestiegen ist, was dem Doppelten der durchschnittlichen weltweiten Zunahme entspricht. Der Bericht informiert die UNO auch über die zu treffenden Massnahmen in der Schweizer Klimapolitik bis 2020.⁵⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.04.2014
MARLÈNE GERBER

An einer Pressekonferenz im April 2014 gab das BAFU bekannt, dass das **Ziel zur Reduktion der Treibhausgasemissionen**, nämlich den Ausstoss zwischen 2008-2012 im Vergleich zu 1990 um mindestens 8% zu verringern, knapp erreicht werden konnte. Noch ganz anders hatte die Bilanz im Januar 2012 gelautet, worauf sich Bundesrätin Leuthard zum Abschluss einer Zusatzvereinbarung mit der Stiftung Klimarappen entschlossen hatte. Ohne den Erwerb von Emissionszertifikaten im Ausland, die zu einem Drittel der Treibhausgasreduktion beitragen, hätte die Schweiz das Kyoto-Ziel nicht erreichen können. Dieser Umstand trug den Bundesbehörden denn auch Kritik von Umweltorganisationen und den Grünen ob der so "geschönten" Zahlen ein. Sowohl der WWF wie auch Exponenten der Grünen Partei stiessen sich ferner daran, dass im Ausland entstandene Emissionen zur Herstellung von Elektrizität, die in die Schweiz importiert wurde, nicht in die Berechnungen eingeflossen waren. In einem NZZ-Kommentar wurde der Bundesrat auch von Rolf Hartl, Präsident der Erdölvereinigung und der Stiftung Klimaschutz und CO₂-Kompensation (KliK), der Schönfärberei beschuldigt. Wenn man die Senkenwirkung des Waldes, resp. die zunehmende Bindung von CO₂ durch Wald, auslasse, die in der Schweiz im betrachteten Zeitraum zu einer beachtlichen Reduktion von 1,6 Mio. Tonnen CO₂-Äquivalente geführt hatte, seien ganze 87% der Treibhausgasreduktionen im Ausland erfolgt. Selbst das BAFU rief nicht zu unverhohlenem Optimismus auf: Dem 2011 geäusserten Willen des Parlaments folgend habe die Schweiz ihre Treibhausgasemissionen bis 2020 im Vergleich zu 1990 um 20% zu reduzieren - und das ausschliesslich durch Massnahmen im Inland. Ferner konnten die Emissionen nicht in allen Sektoren reduziert werden. Während sich die Haushalte und der Dienstleistungssektor mit grösseren Reduktionsleistungen schmücken durften, nahmen die Emissionen im Verkehr im Vergleich zu 1990 gar zu. Mit 32% war der Verkehrssektor im Jahr 2012 für fast einen Drittel aller Treibhausgasemissionen in der Schweiz verantwortlich. Die im Sommer 2014 veröffentlichte CO₂-Statistik für das Jahr 2013 wies zwar einen leichten Rückgang der durch den Brenn- und Treibstoffverbrauch verursachten Emissionen auf, hielt jedoch auch fest, dass der Brennstoffverbrauch noch deutlich über dem Zwischenziel für 2014 liegen würde, was eine mögliche Erhöhung der CO₂-Lenkungsabgabe per 2016 näher rücken lässt.⁵⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 14.07.2014
MARLÈNE GERBER

Bis 2020 wird der durch die Stiftung KliK verwaltete Fonds der Erdölvereinigung durch die seit 2013 bestehende Erhebung einer Abgabe bei allen Brennstoffverkäufern eine Milliarde Schweizer Franken eingenommen haben. Die eingenommenen Mittel dienen zur **Erfüllung der Kompensationspflicht** von Treibstoff-Importeuren und Betreibern fossil-thermischer Kraftwerke und sollen zur Unterstützung von CO₂-Einsparprojekten eingesetzt werden. Problematisch sei nur, dass bis anhin zu wenig Projekte zur CO₂-Kompensation bestehen würden, wie ein Bericht des Tagesanzeigers im März 2014 aufdeckte. Die Stiftung machte für diesen Umstand den Bund verantwortlich, der die Projekte bewilligen muss, wobei die zuständigen Ämter bei der Beurteilung, ob die Reduktion tatsächlich auf die vorgeschlagene Massnahme zurückzuführen sei, einen grossen Ermessensspielraum hätten. Aufgrund von Zweifeln an der Wirksamkeit der vorgeschlagenen Massnahmen hatten die Bundesämter für Energie und Umwelt (BFE, BAFU) bereits zwei Projekte abgelehnt. Die Schwierigkeit, Projekte mit grossem Reduktionspotential zu lancieren, liege unter anderem darin, dass der Bund mit seinen eigenen Massnahmen im Verkehrs- und Gebäudesektor bereits beträchtliche Möglichkeiten zur Reduktion von Treibhausgasemissionen ausschöpfe. Da die Investitionen innert sieben Jahren (bis 2020) amortisiert sein müssten, würden sich die Massnahmen zusätzlich verteuern. Aus all diesen Gründen forderte KliK die erneute

Möglichkeit zur Kompensation von CO₂-Emissionen im Ausland. Im Unterschied zur Vorperiode hatte das Parlament mit der 2011 verabschiedeten Revision des CO₂-Gesetzes beschlossen, dass Kompensationsmassnahmen künftig nur noch im Inland möglich sein sollen. Im Oktober des Berichtsjahres verabschiedete der Bundesrat eine Änderung der CO₂-Verordnung, die unter anderem auch eine Erleichterung zur Durchführung von Projekten zwecks Emissionsreduktion im Inland beinhaltet. Einen Beitrag an die Erreichung der Klimaziele leisten künftig auch die Kehrlichtverbrenner: Sie verpflichteten sich 2014 in einer Zielvereinbarung mit dem UVEK, ihre CO₂-Emissionen bis 2020 um 200'000 t im Vergleich zu 2010 zu reduzieren.⁵⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 12.06.2015
MARLÈNE GERBER

Nicht nur bei den Zahlen zur Erreichung der Zwischenziele zur Reduktion des CO₂-Ausstosses durch fossile Brennstoffe gab man sich uneinig; ähnliche Differenzen zeigten sich auch bei den **Strafzöllen auf Neuwagen**, die als Lenkungsmassnahme zur Reduktion der durch Treibstoffe verursachten Treibhausgasemissionen eingeführt worden waren. Auf der einen Seite hatte die Vereinigung der Autoimporteure, Auto-Schweiz, vor Sanktionen in der Höhe von CHF 80 Mio. pro Jahr gewarnt, während auf der anderen Seite der VCS dies als Panikmache abgetan hatte.

Aufschluss über die aktuellen Zahlen aus dem Jahr **2014** bot das BFE im Juni 2015: Während Fahrzeugimporteure aufgrund der Verfehlung des Reduktionsziels im Jahr 2013 (durchschn. max. 130 g CO₂/km bei 75% der gesamten Neuwagenflotte) noch CHF 5,1 Mio. Sanktionen zahlen mussten, wurde das Zwischenziel 2014 – in diesem Jahr bereits für 80% der Neuwagenflotte geltend – im Schnitt erreicht; lediglich einzelne Importeure überschritten die individuellen Zielvorgaben und mussten Strafzahlungen von insgesamt CHF 1,7 Mio. entrichten. Übermässig von den Sanktionen betroffen sind jedoch Kleinimporteure, bei denen die Überschreitungen der Zielvorgabe bei einzelnen Wagen aufgrund geringerer Kompensationsmöglichkeiten durch Wagen, die darunter liegen, weit stärker ins Gewicht fallen.⁵⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.07.2015
MARLÈNE GERBER

Anfangs Juli 2015 gab das BAFU die Zahlen zur Beurteilung der Zwischenziele für die Reduktion der CO₂-Emissionen im Jahr 2014 bekannt. In Einklang mit den aus dem Protokoll zu Kyoto II erwachsenden Bestimmungen, die bereits Bestandteil des 2011 revidierten CO₂-Gesetzes sind, verpflichtet sich die Schweiz bis 2020 zu einer Reduktion ihrer Treibhausgasemissionen um 20% im Vergleich zu 1990. Wie der Bund bekannt gab, wurde **das zwischenzeitliche Reduktionsziel für das Jahr 2014 verfehlt**. Aus diesem Grund wird die CO₂-Abgabe auf Brennstoffen mit Beginn des Jahres 2016 von 60 auf 84 CHF pro Tonne CO₂ angehoben, was eine Verteuerung des Liters Heizöl extraleicht um 6 Rappen (von 16 auf 22 Rappen) und eines Kubikmeters Erdgas um 5 Rappen (von 12 auf 17 Rappen) bedeutet. Das Reduktionsziel für fossile Brennstoffe wurde jedoch nur knapp verfehlt: Der durch Brennstoffe bedingte CO₂-Ausstoss betrug 78,5% des Wertes von 1990. Zur Erreichung des Zwischenziels hätte dieser Wert bei 76% oder tiefer liegen müssen. Noch immer über dem Wert von 1990 (+11%) liegen die CO₂-Emissionen aus Treibstoffen; diese sind im Vergleich zum Vorjahr lediglich um 0,7% gesunken. Als lenkende Massnahmen sieht das CO₂-Gesetz hier zum einen die Vorschriften zum CO₂-Ausstoss für neue Personewagen und zum anderen die Kompensationspflicht für Treibstoffimporteure vor. Letztere müssen bis 2020 10% der Emissionen aus dem Verkehr mit inländischen Klimaschutzprojekten gutmachen. Während der WWF die jüngsten Zahlen des BAFU zum Anlass nahm, eine deutliche Verschärfung der bestehenden Kompensationspflicht zu fordern, empörten sich der Hauseigentümergeverband, die Erdöl-Vereinigung und der Dachverband für Brennstoffhändler ob der angekündigten Massnahmen für die fossilen Brennstoffe aufgrund einer lediglich knappen Verfehlung des Zwischenziels.⁵⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 04.09.2015
DIANE PORCELLANA

La CFHA a examiné dans quelle mesure la **définition d'une valeur limite d'immission pour l'ammoniac à l'annexe 7 de l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair)** pouvait simplifier la prescription et l'exécution de mesures visant à réduire les concentrations d'ammoniac d'origine agricole. A ce jour, aucune valeur limite d'immission pour l'ammoniac ne figure dans l'annexe de l'OPair. Au niveau international, la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance a défini des critères, notamment les charges critiques pour les dépôts d'azote atmosphérique et les niveaux critiques pour l'évaluation des limites de concentration pour les effets directs de l'ammoniac gazeux sur la végétation. D'après l'analyse du CFHA, les charges critiques offrent une protection plus étendue que les niveaux critiques pour l'ammoniac gazeux. Les charges critiques pour les dépôts d'azote sont

dépassées sur un plus grand nombre de surfaces que les niveaux critiques d'ammoniac. La commission recommande donc de ne pas définir de valeur limite d'immission pour l'ammoniac à l'annexe 7 OPair, afin que les niveaux critiques d'ammoniac n'aient pas la primauté sur les charges critiques d'azote. Pour déterminer si des immissions sont excessives, il faut selon elle, recourir en premier lieu aux charges critiques d'azote et dans des cas motivés, aux niveaux critiques d'ammoniac. La CFHA préconise, de plus, une nouvelle analyse dans 5 à 10 ans.

Quelques mois plus tard, Agroscope a proposé 20 mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture sur lesquelles se fonde un système de points pour la protection climatique. Les agriculteurs sous label IP-Suisse devront sélectionner des mesures à mettre en œuvre sur leurs exploitations, cela dans le but de diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre.⁵⁹

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 16.06.2016
MARLÈNE GERBER

Die **Strafzölle auf Neuwagen im Jahr 2015** fielen um einiges höher als im Vorjahr aus. Das Flottenziel von 130 g CO₂/km, in diesem Jahr zum ersten Mal für die Gesamtflotte geltend (Vorjahr: 80% der gesamten Flotte), wurde im Schnitt um 5 g überschritten. Die aufgrund der Verfehlung der Zielvorgaben insgesamt zu entrichtenden Sanktionen beliefen sich auf einen Betrag von CHF 12,6 Mio (2014: 1,7 Mio.).⁶⁰

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 12.07.2016
MARLÈNE GERBER

Das von der Schweiz erstellte **Klimainventar zu Händen des UNO-Klimasekretariats** verzeichnete für 2014 mit 48,7 Mio. Tonnen CO₂-Äquivalente insgesamt den tiefsten Wert seit 1990. Dies widerspiegelte auch, inwiefern externe Ereignisse die Statistiken der Treibhausgasemissionen beeinflussen: Der milde Winter 2014 führte zu einem relativ geringen Heizbedarf, der Rindviehbestand als wichtigster Verursacher der landwirtschaftlichen Emissionen ist rückläufig und die Aufhebung des Euro-Mindestkurses bedingte einen Einbruch des Tanktourismus aus dem Ausland. Hingegen wurde auch der im Jahr 2008 eingeführten CO₂-Abgabe eine signifikante Wirkung zugesprochen, wie zwei vom BAFU in Auftrag gegebene Studien mit unterschiedlichen Ansätzen zeigten. Weniger gut schnitt die interne Evaluation des Gebäudeprogramms für 2010-2014 ab. Insbesondere der Teil B des Programms, mit welchem der Bund kantonale Förderprogramme für erneuerbare Energien, die Abwärmenutzung und die Optimierung der Gebäudetechnik unterstützt, führte nur zur Hälfte der erwarteten CO₂-Einsparungen. Die Gründe hierfür sind vielfältig. Zum einen wurden kantonale Förderbudgets teilweise aus Spargründen gekürzt, zum anderen in gewissen Kantonen jedoch auch nicht ausreichend nachgefragt. Ferner ergab die Auswertung, dass die Wirksamkeit dieser Massnahme überschätzt wurde. Aus diesem Grund beantragte der Bundesrat in seiner Botschaft zum Klima- und Energielenkungsprogramm den schrittweisen Abbau und schliesslich das Auslaufen des Gebäudeprogramms.⁶¹

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 11.07.2017
MARLÈNE GERBER

Im Juli 2017 teilte das BAFU mit, dass die **witterungsbereinigten CO₂-Emissionen** aus fossilen Brennstoffen im Jahr **2016** weiterhin gesunken waren, wenn auch nicht ganz ausreichend: Das festgelegte Jahresziel von einer Reduktion von 27 Prozent gegenüber 1990 war verfehlt worden – witterungsbereinigt hatte der Rückgang 24.8 Prozent betragen –, weswegen die CO₂-Abgabe auf fossile Brennstoffe per Januar 2018 von 84 auf 96 CHF pro Tonne CO₂ angehoben wird (+3 Rappen pro Liter Heizöl). Ohne Witterungsbereinigung war im Vergleich zum Jahr 2015, das einen milderen Winter zählte als 2016, gar eine Zunahme an CO₂-Emissionen zu verzeichnen (+0.57 Mio. Tonnen). Während der Dachverband der Brennstoffhändler seine Enttäuschung über den Entscheid des BAFU zum Ausdruck brachte und von einer Wettbewerbsverzerrung zuungunsten des Heizöls sprach, zeigte sich Werner Luginbühl (bdp, BE), Präsident der UREK-SR, überzeugt, dass diese Massnahme einen verstärkten Anreiz biete, die Gebäudesanierung voranzutreiben.

Einen leichten Rückgang verzeichneten die CO₂-Emissionen aus Treibstoffen 2016 im Vergleich zum Vorjahr, lagen dabei aber immer noch um 5.1 Prozentpunkte über dem Wert von 1990. Als Massnahmen zur Reduktion der CO₂-Emissionen in diesem Bereich sieht der Bund zum einen vor, dass die Treibstoffimporteure bis 2020 einen immer höheren Anteil an CO₂-Emissionen kompensieren müssen. In Zusammenhang mit der Energiestrategie 2050 hatte das Parlament zum anderen beschlossen, dass der CO₂-Ausstoss neu zugelassener Personenkraftwagen bis 2020 von 130 auf 95 Gramm pro Kilometer sinken soll. Eine CO₂-Abgabe auf Treibstoffe hatte bis anhin im Parlament keine Mehrheit gefunden (vgl. BRG 09.067; BRG 15.072).⁶²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 06.10.2017
DIANE PORCELLANA

D'après **une étude de l'Université de Fribourg sur la fonte des glaciers en Suisse centrale**, 90% des glaciers auront disparu d'ici 2090. Cette recherche s'appuie sur un inventaire des glaciers remontant à 1850. Le développement futur des glaciers est modélisé, sous l'hypothèse d'un réchauffement climatique de quatre degrés d'ici la fin du siècle. Sans trop s'avancer, les chercheurs prévoient un débit d'eau dans les cours d'eau identique à aujourd'hui, mais il pourrait diminuer de 60% en août et en septembre. Les périodes de sécheresse rendraient difficile l'approvisionnement en eau.⁶³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.09.2018
DIANE PORCELLANA

L'OFEV a présenté son **étude sur les empreintes environnementales de la Suisse de 1996 à 2015**. L'étude analyse comment l'environnement est affecté par la consommation et la production de biens et de services, en mobilisant huit indicateurs. Malgré une diminution de 19% de l'impact environnemental total de la Suisse par personne sur le plan national, l'impact à l'étranger s'est intensifié par le biais des importations. L'impact écologique du pays est trois fois supérieur à ce que la planète peut supporter à long terme. Plus particulièrement, en Suisse, l'empreinte gaz à effet de serre s'est réduite, mais reste élevée sur la période analysée. L'empreinte biodiversité est nettement supérieure au niveau compatible avec les limites planétaires. Enfin, l'empreinte hydrique a connu un bond de 40% en raison de l'importation de produits agricoles gourmands en eau. La Stratégie énergétique 2050 devrait permettre à la Suisse de réduire son impact environnemental, en accroissant l'efficacité dans le secteur du bâtiment et en recourant aux énergies renouvelables. Toutefois, il faut, selon les auteurs de l'étude, que la population adopte également un comportement réfléchi et orienté vers la durabilité. C'est pourquoi, plusieurs recommandations y sont formulées en termes de mobilité et d'alimentation.⁶⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 15.04.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im April 2020 veröffentlichte das BAFU die Zahlen der **Schweizer Treibhausgasemissionen für das Jahr 2018**. Diese beliefen sich insgesamt auf 46,4 Millionen Tonnen CO₂-Äquivalente. Die Emissionen lagen damit 2018 insgesamt rund 14 Prozent tiefer als im Basisjahr 1990. Im Vergleich zu 2017 nahmen sie um 1,5 Millionen Tonnen ab. Das Treibhausgasinventar für 2018 zeigte, dass zur Erreichung des Reduktionsziels von minus 20 Prozent bis 2020 noch weitere grosse Anstrengungen notwendig sind: Im **Gebäudesektor** lagen die Emissionen 2018 um 34 Prozent unter dem Wert im Basisjahr 1990. Die Reduktion war aber vor allem auf den sehr milden Winter respektive auf den dadurch bedingten verminderten Öl- und Gasverbrauch zurückzuführen. Wenn man den Effekt der Witterung herausrechnet, zeigt sich für diesen Sektor eine Abnahme der Emissionen um nur rund 0,3 Millionen Tonnen pro Jahr. Im **Verkehr** war für 2018 kein Rückgang der Emissionen zu verzeichnen; er betrug 2018 rund 15 Millionen Tonnen CO₂-Äquivalente. Die Emissionen lagen damit 1 Prozent über dem Wert des Basisjahrs 1990. Zwar seien viele sparsamere Autos auf den Strassen unterwegs; die Zunahme bei den gefahrenen Kilometern machten diesen Effekt aber wieder zunichte. Die **Industrie** stiess im Jahr 2018 11,2 Millionen Tonnen CO₂-Äquivalente aus; dies entsprach einer Reduktion von 14 Prozent gegenüber 1990. Um das Reduktionsziel für 2020 von 15 Prozent zu erreichen, sei eine weitere Verminderung der Emissionen notwendig.

Nach heutiger Einschätzung werde die Schweiz ihr nationales Klimaziel für das Jahr 2020 von minus 20 Prozent Treibhausgasausstoss gegenüber 1990 gesamthaft deutlich verfehlen, so das BAFU in seiner Medienmitteilung.⁶⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 09.11.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Auf Initiative des BAFU und des SIF liessen sich im Jahr 2020 insgesamt **179 Finanzinstitute freiwillig auf ihre Klimaverträglichkeit hin prüfen**. Während bei einer ersten solchen Studie im Jahr 2017 nur Pensionskassen und Versicherungen partizipiert hatten, konnte das BAFU im Januar 2021 auch Resultate von Banken und Vermögensverwaltungen präsentieren. Die Studie hält fest, dass seit 2017 vieles in Bewegung gekommen ist, aber noch immer zu viele Finanzinstitute in Erdöl- und Kohleförderung investierten. So würden heute immer noch vier mal mehr finanzielle Mittel in Firmen angelegt, die Strom aus fossilen Quellen gewinnen, als in Firmen, die erneuerbaren Strom produzieren. Nachholbedarf sieht die Studie auch im Bereich der Beratung der Kundinnen und Kunden, da die Finanzinstitute noch zu wenig oft von sich aus auf nachhaltige Portfolios aufmerksam machen. Schliesslich weist der Bericht auch darauf hin, dass im Gebäudebereich ein grosses Potential für Emissionsvermindierungen besteht. Bislang hätten jedoch bloss die Pensionskassen in grösserem Ausmass angekündigt, die Heizungssysteme ihrer Immobilien von fossilen auf erneuerbare

- 1) Blick, 28.11.13; Lit. Schaub (2013) Angsbarometer 2013
- 2) BO CN, 1968, p. 257 ss. et 266; BO CN, 1968, p. 270 ss.; Europa, 35/1968, no 12, p. 2 ss. et 16; FF, 1968, II, p. 917 ss.; NZZ, 19.1., 21.1., 14.2., 16.5., 20.5., 29.5., 3.7., 11.7., 2.8., 15.8., 26.8., 29.8., 5.9., 11.9., 12.9., 16.9., 20.9., 1.10., 2.10., 11.10., 26.11., 4.12. et 19.12.68; JdG, 20.1., 6.4., 17.5., 20.5., 3.7., 4.7., 23.4., 19.8., 20.8., 6.9., 20.9., 25.9. et 11.10.68; Feuille d'Avis de Lausanne, 7.3.68; Tw, 7.3.68; Lb, 9.3.68; TdG, 22.5., 3.9., 13.9. et 16.9.68; GdL, 3.7., 5.9., 27.11. et 18.12.68; NZ, 17.6., 4.7., 14.7., 4.8. et 28.11.68; PS, 5.7.68; Vr, 5.7. et 5.9.68; Moyen-Orient, 10.7. et 3.10.68; Vat. 17.8. et 30.8.68; Weltwoche, 19.7.68.; Politische Rundschau, 47/1968, p. 69 ss. et 96; Rap. CF sur sa gestion, 1968, p. 21 ss. et 34
- 3) Bulletin/Commission pour les questions conjoncturelles, no 273; FF, 1981, III, p. 45 ss.; FF, 1982, I, p. 341 ss.; FF, 1982, I, p. 404 ss.; La Vie économique, 55/1982, fascicule 1, p. 4 s.; NZZ, 4.6., 5.6. et 6.6.81; 24 Heures, 4.6. et 6.6.81; RFS, 26.1. et 16.3.82.; wf, Dokumentation zur Wirtschaftskunde, no 52, sept. 1981
- 4) SNB, Geschäftsbericht vom 30.12.1990
- 5) FF, I, 1991, p. 312 ss.; Presse du 10.1.91.
- 6) FF, I, 1991, p. 312 ss.
- 7) FF, I, 1991, p. 312 ss.
- 8) Delgrande et Linder (1997). Analyse des votations fédérales du 8 juin 1997.
- 9) 24h, 28.6.99.
- 10) LT, 14.7.99.
- 11) Lib., 17.7.99 (achats transfrontaliers).
- 12) FF, 2001, p. 778 ss.
- 13) FF, 2001, p. 778 ss.
- 14) FF, 2002, p. 1198 ss.58
- 15) FF, 2002, p. 1198 ss.58
- 16) FF, 2003, p.747 ss.
- 17) Administration fédérale des douanes (AFD), Commerce extérieur de la Suisse 2004, Berne 2005.
- 18) Communiqué de presse du DFE, 14.2.05.
- 19) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes, 1.2.07.
- 20) Communiqué de presse du DFE, 15.2.07.
- 21) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes, 2.2.08.
- 22) Communiqué de presse du DFE, 18.2.08.
- 23) Communiqué de presse de l'Administration fédérale des douanes, 3.2.09.
- 24) Communiqué de presse du Seco, 17.2.09; Lib., 19.2.08.
- 25) Administration fédérale des douanes, Communiqué de presse, 4.2.10. Voir APS 2008, p.72 s.
- 26) DFF, Communiqué de presse, 3.2.11.
- 27) DFE, Communiqué de presse, 22.2.11.
- 28) Medienmitteilung SECO vom 28.2.12.
- 29) Medienmitteilung EZV vom 2.2.12.
- 30) Communiqué du DFF du 5.2.13.
- 31) Communiqué du DFF du 5.2.13.
- 32) Communiqué du DFF du 5.2.13.
- 33) Communiqué du DEFR du 26.2.13.
- 34) Communiqué du SECO du 28.2.14.
- 35) Communiqué du DFF du 6.2.14.
- 36) Communiqué du DFF du 6.2.14.
- 37) Studie ARE vom 18.6.14
- 38) Medienmitteilung EMPA vom 29.10.20; Studie EMPA vom 29.10.20
- 39) Medienmitteilung BAFU vom 7.7.20
- 40) Bericht Bundesrat vom 3.12.18; Medienmitteilung Bundesrat vom 3.12.18
- 41) Bericht BAFU vom 24.10.19; Medienmitteilung BAFU vom 24.10.19
- 42) LNN und BZ, 5.1.93
- 43) Bund und LNN, 28.1.93; TA, NZZ und NQ, 29.1.93. BaZ, 19.4.93
- 44) Presse du 5.7.03.
- 45) Presse du 19.10.04; DETEC, communiqué de presse, 16.4.04.
- 46) Presse vom 4.2., 1.6., 30.6. und 20.10.06.
- 47) AZ, BZ und SGT, 23.5.07.
- 48) NZZ, 29.6. und 30.6.07; AZ und TA, 30.6.07.
- 49) LT, 16.1.08; TA, 17.1.08.
- 50) BaZ et TA, 8.1.09.
- 51) Presse du 10.7 (statistique) et du 20.11.10 (prospective), Cf. Lit. OFEV.
- 52) NZZ und TA, 18.1.12.
- 53) Medienmitteilung UVEK, BAFU und BFE vom 18.11.13
- 54) Lit. BAFU; Medienmitteilung BAFU vom 3.2.14; NZZ, 4.2.14
- 55) Medienmitteilung BAFU vom 10.4.14; Medienmitteilung BAFU vom 14.7.14; AZ, LZ, NZZ, TG, 11.4.14; NZZ, 4.6.14
- 56) Medienmitteilung BAFU vom 25.8.14; Medienmitteilung BR, BAFU, UVEK vom 8.10.14; TA, 24.3.14
- 57) Medienmitteilung BFE vom 11.6.15; TA, 14.3., 12.6.15
- 58) Medienmitteilung BAFU vom 3.7.15; NZZ, SGT, 4.7.15
- 59) CFHA (2014). Immissions d'ammoniac et dépôts de composés azotés; Communiqué de presse Agroscope du 3.9.15; Communiqué de presse CFHA du 17.2.15; NZZ, 4.9.15
- 60) Medienmitteilung BFE vom 16.6.16
- 61) Bericht des Bundesrates; Ecoplan, EPFL und FHNW (2015). Wirkungsabschätzung CO2-Abgabe – Modellrechnungen; Medienmitteilung BAFU vom 15.4.16; Medienmitteilung BR, UVEK, BAFU, BFE vom 23.3.16; TEP Energy GmbH und RuDter Soceco (2016). Wirkungsabschätzung CO2-Abgabe – Direktbefragungen; NZZ, 12.7.16
- 62) Medienmitteilung BAFU vom 11.7.17; NZZ, 12.7.17
- 63) LMD, URZ, 6.10.17; LMD, LZ, NZZ, TA, 31.10.17
- 64) Communiqué de presse OFEV du 10.9.18; Etude OFEV du 6.9.18
- 65) Medienmitteilung BAFU vom 15.4.20
- 66) Bericht vom 9.11.20; Medienmitteilung Bundesrat vom 9.11.20; Zusammenfassung Bericht vom 9.11.20